**n° 203**
**2 juin**
**2017**

*Pages 5191*
*à 5240*

## UNIVERSITÉ DE LA ROCHELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le recueil des actes administratifs est consultable aux services centraux de l'université (Technoforum, 23 avenue Albert Einstein, BP 33060, 17031 LA ROCHELLE), ainsi que sur le site internet de l'université (www.univ-larochelle.fr/-Recueil-des-actes-administratifs-.html).
Les délibérations et arrêtés publiés peuvent être consultés dans leur intégralité aux services centraux (Technoforum – secrétariat général – porte 212).

**TABLE DES MATIÈRES**

**DÉLIBÉRATIONS.....5194**

Délibération n° 2017-05-29-2-3 : Approbation des statuts de la communauté d'universités et établissements d'Aquitaine (COMUE d'Aquitaine).....5194

Délibération n° 2017-05-29-2-5: Approbation de la convention de site CNRS 2012-2017.....5205

Délibération n° 2017-05-29-3-1-1 : Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau des emplois (tableau n° 2).....5205

Délibération n° 2017-05-29-3-1-2 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau des autorisations budgétaires du budget principal (tableau n° 2).....5207

Délibération n° 2017-05-29-3-1-3 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017– Tableau des autorisations budgétaires de la fondation (tableau n° 2).....5209

Délibération n° 2017-05-29 -3-1-4 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau des autorisations budgétaires du budget agrégé(tableau n° 2).....5211

Délibération n° 2017-05-29 -3-1-5 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017– Tableau de l'équilibre financier (tableau n° 4).....5213

Délibération n° 2017-05-29 -3-1-6 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau de situation patrimoniale (budget agrégé -tableau n° 6).....5215

Délibération n° 2017-05-29-3-1-7 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau de situation patrimoniale (budget principal -tableau n° 6).....5217

Délibération n° 2017-05-29-3-1-8 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau de situation patrimoniale (budget fondation -tableau n° 6).....5220

Délibération n° 2017-05-29-3-1-9 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau des opérations pluriannuelles (tableau n° 9).....5222

Délibération n° 2017-05-29-3-2 : Tarifs d'inscription de l'institut des métiers de la justice et de l'administration (IMJA).....5223

Délibération n° 2017-05-29- 4-1: Modification de la limitation de durée des contrats à durée déterminée financés sur crédits non pérennes (type crédits de recherche) à l'Université de La Rochelle.....5224

Délibération n° 2017-05-29- 4-2: Nouvelles modalités de recours aux contrats d'enseignement et d'enseignement et de recherche à l'Université de La Rochelle.....5225

**ARRÊTÉS.....5228**

Arrêté n° 2017-263 du 13 avril 2017 portant modification de l'arrêté n°2017-216 du 7 avril 2017 relatif à l'attribution d'une subvention par la Faculté de Droit, de Science Politique et de Gestion.....5228

Arrêté n° 2017-264 du 13 avril 2017 portant modification de l'arrêté n°2017-215 du 7 avril 2017 relatif à l'attribution d'une subvention par la Faculté de Droit, de Science Politique et de Gestion.....5228

Arrêté n°2017-276 du 2 mai 2017 relatif à la création d'une régie d'avance temporaire instituée au CRB05-UMS 3462 - Campagne REMMOA « Observatoire PELAGIS » pour des survols aériens Antilles-Guyanne du 1er juillet au 15 novembre 2017. Nom de la Régie : TOTI.....5229

Arrêté n° 2017-277 du 2 mai 2017 relatif à la nomination d'un régisseur d'une régie d'avance temporaire au CRB05-UMS 3462 Campagne REMMOA « Observatoire PELAGIS » pour des survols aériens Antilles-Guyanne du 01/07 au 15/11/2017. Nom de la régie : TOTI.....5230

Arrêté n° 2017-295 du 24 mai 2017 Scrutin portant organisation du renouvellement des directeurs de départements de la Faculté des Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines.....5232

Arrêté n° 2017-284 du 9 mai 2017 relatif à la désignation du responsable d'unité de travail SDSU….5236

Arrêté n°2017-278 du 2 mai 2017 relatif à la création d'une régie d'avance temporaire instituée au CRB05-UMS 3462 - Campagne REMMOA « Observatoire PELAGIS » pour des survols aériens Antilles-Guyanne du 1er juillet au 15 novembre 2017. Nom de la Régie : ZWAZO.....5237

Arrêté n° 2017-279 du 2 mai 2017 relatif à la nomination d'un régisseur d'une régie d'avance temporaire au CRB05-UMS 3462 Campagne REMMOA « Observatoire PELAGIS » pour des survols aériens Antilles-Guyanne du 01/07 au 15/11/2017.Nom de la régie : ZWAZO.....5239

## DÉLIBÉRATIONS

### Délibération n° 2017-05-29-2-3 : Approbation des statuts de la communauté d'universités et établissements d'Aquitaine (COMUE d'Aquitaine)

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 27 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions,

ADOPTE les statuts de la communauté d'universités et établissements d'Aquitaine (COMUE d'Aquitaine), joints à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

## Statuts de la Communauté d'universités et établissements d'Aquitaine

*PREAMBULE:*

Conscients des nécessités d'une structuration du système régional d'enseignement supérieur, de recherche, d'innovation et de transfert;

Désireux d'approfondir la solidarité entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans le respect de leur histoire, de leur culture et de leurs traditions;

Soucieux de favoriser le développement d'un espace transfrontalier de coopération entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche de l'Euro-région Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre et de la communauté autonome d'Aragon.

Déterminés à promouvoir l'équité territoriale au bénéfice des étudiants;

Résolus à renforcer leur coordination en matière d'offre de formation, de stratégie de recherche et d'amélioration de la qualité de vie étudiante et de promotion sociale;

Dans la perspective des étapes ultérieures à franchir pour faire progresser la Communauté d'universités et établissements d'Aquitaine et la stratégie régionale d'enseignement supérieur et de recherche;

*TITRE I: DISPOSITIONS GENERALES*

### Article 1: Nature juridique

La Communauté d'universités et établissements d'Aquitaine est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel relevant des articles L711-2 (4°), L718-7 et suivants du code de l'éducation.

### Article 2: Siège

Le siège de la Communauté est situé au 166, Cours de l'Argonne, 33000 Bordeaux.
Le siège peut être transféré, sur proposition du président, par une délibération du conseil d'administration à la majorité absolue des membres en exercice.

*TITRE II: COMPOSITION ET PRINCIPES D'ADHESION ET DE RETRAIT*

### Article 3: Membres

Au jour de la publication des statuts, les membres de la communauté sont:

1. L'université Bordeaux-Montaigne
2. L'université de Bordeaux
3. L'université de Pau et des Pays de l'Adour
4. L'université de La Rochelle
5. L'institut d'études politiques de Bordeaux
6. L'institut polytechnique de Bordeaux
7. l'École nationale supérieure des sciences agronomiques de Bordeaux Aquitaine
8. 3.1: Qualité de membre

Peuvent être membres de la communauté les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche ou de toutes autres tutelles soumis à l'accréditation du Haut Conseil de l'Evaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur et ayant leur siège sur le territoire régional.
Peuvent également être membres de la communauté, les organismes de recherche apportant une contribution significative au rayonnement et à la structuration de l'enseignement supérieur et de la recherche en Nouvelle-Aquitaine.

### 3.2: Procédure d'adhésion

Les entités désireuses d'intégrer, en tant que membres, la communauté doivent la saisir d'une demande officielle motivée, accompagnée d'une décision de leur organe délibérant. Le conseil des membres se réunit pour instruire la demande d'adhésion. A l'issue de l'instruction, le conseil des membres statue sur la demande à la majorité des deux tiers de ses membres, avant de transmettre cette demande d'adhésion au conseil d'administration, qui statue.

### 3.3: Procédure de retrait

Toute entité peut décider, après décision de son organe délibérant, de se retirer de la communauté.
L'établissement qui décide de se retirer notifie son intention au conseil des membres. À la lumière des orientations du conseil des membres, la communauté négocie et conclut avec cet établissement un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec la communauté. L'accord prend effet à sa date de signature par la dernière partie.
Sur cette base, le conseil d'administration de la communauté entérine la modification des statuts en découlant après avis favorable du conseil des membres à la majorité des deux tiers.

Aux fins des alinéas ci-dessus, l'établissement qui se retire ne participe ni aux délibérations ni aux décisions du conseil des membres et du conseil d'administration qui le concernent.

Si l'établissement qui s'est retiré de la communauté demande à adhérer à nouveau, sa demande est soumise à la procédure visée à l'article 3.2 des statuts.

### 3.4: Procédure d'exclusion

En cas de manquement répété ou de refus d'exécuter ses obligations, un membre de la communauté peut être exclu.
Le président de la communauté saisit le conseil des membres de la situation. Après instruction, le conseil des membres met en demeure le membre de se conformer à ses obligations dans un délai de quatre mois. Le membre risquant l'exclusion est invité à présenter ses observations après quoi le conseil des membres délibère et émet un avis sur l'opportunité d'exclure ce membre. L'avis est rendu à la majorité des deux tiers du conseil des membres.
En cas d'avis favorable à l'exclusion, le conseil des membres transmet au conseil d'administration la demande d'exclusion.
Ce dernier l'approuve à la majorité absolue des membres en exercice.
Le membre risquant l'exclusion ne prend part ni au délibéré ni au vote.

*Article 4: Partenaires*

### 4.1: Qualité de partenaire

Peuvent être partenaires des établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche, des organismes de recherche, ou d'autres institutions ayant vocation à interagir avec la communauté dans le cadre du périmètre d'activité de cette dernière.

### 4.2: Modalités de partenariat

La communauté conclut avec les entités telles que définies à l'article 4.1 des accords créant un partenariat caractérisé par des droits et obligations réciproques, des actions communes et des procédures particulières.
Toute entité peut décider de dénoncer la convention de partenariat.
Les modalités de résiliation sont définies dans la convention de partenariat.

## *TITRE III: MISSIONS*

### Article 5: Compétences de la communauté

Sont propres à la communauté les compétences prévues par la loi et les compétences et/ou services antérieurement rattachés au pôle de recherche et d'enseignement supérieur.

La communauté :

1. Coordonne l'offre de formation et la stratégie de recherche et de transfert de ses membres à l'échelle régionale
2. Pilote la stratégie numérique à l'échelle de la région;
3. Organise la coordination territoriale des établissements d'enseignement supérieur membres et partenaires à l'échelle de la région;
4. Elabore avec le réseau des œuvres universitaires et scolaires un projet d'amélioration de la qualité de la vie étudiante et de promotion sociale sur le territoire, en associant l'ensemble des établissements partenaires. Ce projet présente une vision consolidée des besoins des établissements d'enseignement supérieur implantés sur le territoire en matière de logement étudiant, de transport, de politique sociale et de santé et d'activités culturelles, sportives, sociales et associatives ;
5. Porte le volet commun du contrat pluriannuel conclu avec le ministre chargé de l'enseignement supérieur sur la base du projet partagé.

Sur la base du projet partagé, la communauté :

1. Met en œuvre le volet commun du contrat pluriannuel de la communauté décliné ;
2. Lance et soutient de nouveaux programmes ou projets de recherche dans le cadre de la stratégie partagée ;
3. Assure la communication relative aux actions de la communauté dans le périmètre du projet partagé.

A la date de sa création, la communauté porte les actions communautaires suivantes:

- L'observatoire régional des parcours des étudiants aquitains
- Le réseau Aquitaine Euskadi-Navarre
- le dispositif « AquiMob »
- L'université numérique en région dans le cadre de sa mission numérique
- L'Entreprenariat Campus Aquitaine

- La « Maison pour la Science » en Aquitaine

Les membres peuvent décider de transférer des compétences à la communauté. Leurs organes délibérants autorisent ou non le transfert.

### Article 6: Principes d'actions et modalités d'exercices des compétences

Le principe d'attribution régit la délimitation des compétences de la communauté. Les principes de subsidiarité et de proportionnalité régissent l'exercice de ces compétences.
En vertu du principe de coopération loyale, les membres et partenaires prennent toute mesure générale ou particulière propre à assurer l'exécution des obligations découlant des statuts ou résultant des conventions ou partenariats. Ils facilitent l'accomplissement par la communauté de sa mission et s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de la communauté.

### Article 7: Moyens de la communauté

Pour accomplir ses missions, la communauté peut notamment:

1. Négocier, contracter, gérer, au nom et pour le compte de ses membres et partenaires, tout acte juridique avec des partenaires publics et privés;
2. Conclure avec toute personne publique ou privée, nationale ou étrangère, des conventions notamment de coopération;
3. Octroyer des aides financières aux étudiants et des gratifications de stages;
4. Prendre des participations et créer des filiales entrant dans les domaines d'activité des membres;
5. Recourir à l'arbitrage, lorsque cela est autorisé, notamment en cas de litiges nés de l'exécution de contrats passés avec des organismes étrangers et transiger au sens de l'article 2045 du code civil;
6. Assurer des prestations de services à titre onéreux, déposer et exploiter des marques, brevets et modèles ;
7. Concéder des licences et commercialiser directement ou indirectement les produits de ses activités.

Plus généralement, la communauté peut mener toute action nécessaire à la poursuite de ses missions.

## *TITRE IV: ORGANISATION INSTITUTIONNELLE*

### Article 8: Conseil des membres

#### 8.1: Composition du conseil des membres

Le conseil des membres réunit les présidents et directeurs des établissements membres de la communauté d'universités et établissements d'Aquitaine.
Chaque membre dispose d'un siège au conseil des membres.
Peuvent être conviés à assister aux réunions des représentants des partenaires engagés dans le projet partagé.

#### 8.2: Modalités de désignation et durée du mandat

La durée du mandat au sein du conseil des membres est liée à la durée du mandat de président ou directeur dans l'établissement d'origine.

Lorsqu'un membre du conseil des membres perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné ou lorsque son siège devient vacant pour quelque cause que ce soit, le nouveau chef d'établissement le remplace.

### 8.3: Attributions du conseil des membres

Le conseil des membres assure un rôle de conseil et d'expertise auprès du conseil d'administration et du conseil académique.

A ce titre, il prépare les travaux et la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et du conseil académique.

Le conseil des membres est obligatoirement consulté par le conseil d'administration préalablement à:

- La définition du projet partagé de la communauté ;
- La signature du contrat pluriannuel avec le ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- L'approbation du budget de la communauté sur lequel il émet un avis rendu à l'unanimité.

Le conseil des membres approuve à la majorité des deux tiers:

- Le volet commun du contrat pluriannuel avec l'Etat,
- La modification des statuts, incluant notamment l'adhésion en tant que membres de la communauté de nouveaux établissements d'enseignement supérieur ou d'organismes de recherche, le retrait ou l'exclusion d'un membre et leurs conséquences ;
- Toute demande d'adhésion au regroupement en tant que partenaire, son principe et ses modalités.

Le conseil des membres propose, à l'unanimité, au conseil d'administration : le règlement intérieur et toute modification de celui-ci.

Pour tout avis ou décision requérant un vote, le conseil délibère valablement si la majorité des membres est présente. Si le quorum n'est pas atteint à l'ouverture de la séance, le conseil est à nouveau convoqué sur le même ordre du jour dans un délai de huit jours. Il délibère alors valablement, quel que soit le nombre de présents.

### 8.4 : Modalités de fonctionnement

Chaque membre dispose d'une voix. Le président de la communauté et le directeur général des services sont invités permanents et disposent d'une voix consultative.

Les règles de fonctionnement du présent conseil sont définies dans le règlement intérieur.

## Article 9: Conseil d'administration

### 9.1: Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration comprend 39 membres répartis comme suit:

1) **7** représentants des établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche membres ;
2) **6** personnalités qualifiées désignées d'un commun accord par les membres mentionnés au 1° ;
3) **6** représentants des entreprises, des collectivités territoriales, dont au moins un de chaque région concernée, des établissements publics de coopération intercommunale et des associations ;
4) **10** représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements ou dans les établissements membres, ou à la fois dans la communauté d'universités et établissements et l'un des établissements membres, élus en deux collèges distincts tels que définis à l'article D. 719-4 du code de l'éducation : soit 5 représentants au titre du collège A et 5 représentants au titre du collège B ;

5) 4 représentants des autres personnels exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements ou dans les établissements membres, ou à la fois dans la communauté d'universités et établissements et l'un des établissements membres ;
6) **6** représentants des usagers qui suivent une formation dans la communauté d'universités et établissements ou dans un établissement membre.

Sont invités permanents avec voix consultative: le recteur d'académie, chancelier des universités, l'agent comptable, le directeur général des services.

### 9.2: Modalités de désignation et durée du mandat

Pour les administrateurs mentionnés au 1, 2 et 3, les modalités de désignation seront précisées dans le règlement intérieur.

Les administrateurs mentionnés au 4, 5 et 6 sont élus au suffrage direct et conformément aux dispositions des articles L. 719-1 et L. 719-2 du code de l'éducation, sous réserve des dispositions particulières prévues aux présents statuts.

Pour les administrateurs mentionnés au 4, sont électeurs et éligibles les enseignants chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés de chaque membre. Ils sont élus par collèges distincts tels que définis à l'article D. 719-4 du code de l'éducation sur des listes composées alternativement d'un candidat de chaque sexe et qui doivent représentées au moins trois des quatre grands secteurs de formation et au moins la moitié des établissements membres.

Pour les administrateurs mentionnés au 5, sont électeurs et éligibles les personnels exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements et dans les établissements membres. Ils sont élus sur une liste composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Pour les administrateurs mentionnés au 6, sont électeurs et éligibles les étudiants en formation initiale ou continue de chaque membre. Ils sont élus sur une liste composée alternativement d'un candidat de chaque sexe et représentant au moins trois des quatre grands secteurs de formation.

### *9.3: Attributions du conseil d'administration*

- Il détermine la politique de l'établissement, dont les questions et ressources numériques ;
- Il approuve son budget et en contrôle l'exécution ;
- Sur proposition du conseil des membres, il approuve le règlement intérieur et ses modifications ;
- Il délibère sur les demandes d'adhésion, les modalités de retrait et l'exclusion d'un membre ou partenaire après avis du conseil des membres ;
- Il élit le président ;
- Sur proposition du président, il élit les vice-présidents dont le vice-président en charge des questions numériques ;
- Il approuve le volet commun du contrat pluriannuel avec l'Etat ;
- Il vote les orientations générales et le plan stratégique des actions, moyens et structures de l'établissement ;
- Il fixe les conditions générales de recrutement et d'emploi des personnels de l'établissement et notamment des agents contractuels ;
- Il approuve les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles ;
- Il approuve les baux et locations d'immeubles ;
- Il accepte l'aliénation des biens mobiliers ;
- Il accepte les dons et legs ;
- Il approuve les contrats et conventions ;

- Il autorise les actions en justice, les transactions ainsi que le recours à l'arbitrage en cas de litiges nés de l'exécution de ses contrats avec des organismes européens ou étrangers de toute nature ;

- Il autorise la participation à des personnes morales, notamment par la prise de participation et la création de filiales ;
- Il approuve le rapport annuel d'activité et le bilan social ;
- Il approuve les modifications des présents statuts ;
- Il vote la création du comité technique de l'établissement créé conformément à l'article L. 951-1-1 du code de l'éducation.

Dans des limites qu'il détermine, le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses attributions au président, à l'exception de celles mentionnées au 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 16, 17, 18, 19.
Le président peut recevoir délégation pour prendre les décisions budgétaires rectificatives:

- Qui n'ont pas pour objet une augmentation des dépenses ou des virements de crédits entre les chapitres de fonctionnement, d'investissement et de personnel ;
- Qui ont pour objet de permettre l'exécution de conventions dans le respect de l'équilibre global.

Il rend compte, à la prochaine séance du conseil d'administration, des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

### 9.4. Réunions

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président ou à la demande d'au moins la moitié des administrateurs, dans les conditions prévues au règlement intérieur.
Le président peut inviter à assister aux séances du conseil ou faire entendre par le conseil toute personne qu'il juge susceptible de l'éclairer sur l'une des questions inscrites à l'ordre du jour ou de contribuer aux travaux du conseil.
Lorsque le président ne peut présider une séance du conseil d'administration, ses fonctions sont assurées par un des administrateurs du conseil d'administration selon les conditions définies par le règlement intérieur.
Un administrateur empêché d'assister à une séance peut donner procuration à un autre administrateur.
Aucun administrateur ne peut être porteur de plus de deux (2) pouvoirs.
Le conseil d'administration se réunit valablement si la majorité des administrateurs en exercice est présente ou représentée, ou participe à la séance par des moyens de visioconférence ou de communication électronique dans des conditions permettant l'identification de ces administrateurs et garantissant le caractère collégial de la délibération. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est à nouveau convoqué sur le même ordre du jour dans un délai de huit (8) jours. Il se réunit alors valablement, quel que soit le nombre d'administrateurs présents ou représentés.

### 9.5. Délibérations

Chaque administrateur dispose d'une (1) voix. Les délibérations sont prises, par principe, à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés sauf pour les modifications statutaires qui nécessitent un vote à la majorité absolue des membres en exercice. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Lorsque le Président n'est pas membre du conseil d'administration, le nombre de voix du conseil est augmenté d'une voix.

### Article 10: Conseil académique

#### 10.1: Composition du conseil académique

Le conseil académique comprend **40** membres répartis comme suit:

1) **8** représentants des établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche membres ;
2) **4** personnalités extérieures;
3) **24** représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements ou dans les établissements membres, ou à la fois dans la communauté d'universités et établissements et l'un des établissements membres ;
4) **2** représentants des autres personnels exerçant leurs fonctions dans la communauté d'universités et établissements ou dans les établissements membres, ou à la fois dans la communauté d'universités et établissements et l'un des établissements membres ;
5) **2** représentants des usagers qui suivent une formation dans la communauté d'universités et établissements ou dans un établissement membre.

#### 10.2: Modalités de désignation et durée du mandat

Les membres mentionnés au 1 sont désignés par les membres selon les modalités qui leur sont propres. La répartition est précisée dans le règlement intérieur.

Les membres mentionnés au 2 sont désignés par le conseil des membres sur proposition de ses membres.

Les membres mentionnés au 3, 4 et 5 sont élus au suffrage indirect.

Pour les membres mentionnés au 3, sont électeurs et éligibles, par collèges tels que définis à l'article D. 719-4 du code de l'éducation, les enseignants chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés élus dans les conseils académiques de chaque membre ou conseil scientifique et conseil des études pour les membres qui n'ont pas de conseil académique. Ils sont élus en deux collèges distincts tels que définis à l'article D. 719-4 du code de l'éducation sur des listes composées alternativement d'un candidat de chaque sexe et qui doivent représentées au moins trois des quatre grands secteurs de formation et au moins la moitié des établissements membres.

Pour les membres mentionnés au 4, sont électeurs et éligibles les personnels élus dans les conseils académiques de chaque membre, ou conseil scientifique et conseil des études pour les membres qui n'ont pas de conseil académique. Ils sont élus sur une liste composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Pour les membres mentionnés au 5, sont électeurs et éligibles les étudiants en formation initiale ou continue élus dans les conseils académiques de chaque membre, ou conseil scientifique et conseil des études pour les membres qui n'ont pas de conseil académique. Ils sont élus sur des listes composées alternativement d'un candidat de chaque sexe et représentant au moins trois grands secteurs de formation.

Le conseil académique élit son président, dont le mandat expire à l'échéance du mandat des représentants élus des personnels du conseil académique. La durée du mandat est fixée à quatre ans non renouvelable sauf pour les représentants mentionnés au 5 dont la durée est fixée à deux ans renouvelable une fois.

#### 10.3: Attributions du conseil académique

Le conseil académique donne son avis sur le projet partagé de la communauté et sur le contrat pluriannuel prévus, respectivement, aux articles L. 718-2 et L. 718-3.

Le conseil académique exerce, pour les compétences transférées à la communauté, le rôle consultatif prévu à l'article L. 712-6-1 du code de l'éducation.

### 10.4 : Modalités de fonctionnement

Les règles de fonctionnement du présent conseil sont définies dans le règlement intérieur.

## Article 11: Présidence

### 11.1: Désignation du président

Le président de l'établissement est élu au scrutin uninominal à deux tours par le conseil d'administration pour une durée de quatre ans non renouvelable.
Les modalités d'élection sont décrites dans le règlement intérieur.

### 11.2: Attributions du président

Le président assure la direction de la communauté dans le cadre des orientations définies par le conseil d'administration et le conseil des membres.
A ce titre :

- Il préside le conseil d'administration de l'établissement
- Il prépare le budget avec le conseil des membres et il l'exécute;
- Il prépare les délibérations du conseil d'administration et en assure l'exécution;
- Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile;
- Il rend compte annuellement au conseil d'administration de l'exécution des décisions et de sa gestion;
- Il soumet le règlement intérieur de l'établissement à l'approbation du conseil d'administration et veille à sa mise en œuvre;
- Il est ordonnateur des dépenses et des recettes;
- Il est responsable du bon fonctionnement de l'établissement, du respect de l'ordre et du maintien de la sécurité;
- Il signe les contrats, marchés, conventions et transactions;
- Il crée des comités/commissions thématiques en accord avec le conseil des membres;
- Il nomme les représentants de l'établissement en accord avec le conseil des membres
- Il a autorité sur le personnel exerçant tout ou partie de leur activité au sein de l'établissement;
- Il préside la commission d'appel d'offres de l'établissement.

Le président peut déléguer sa signature aux vice-présidents et/ou aux personnels désignés pour exercer des fonctions de responsabilité au sein de l'établissement.

## Article 12: Vice-présidence

Les vice-présidents sont proposés par le président et élus par le conseil d'administration.
Les modalités d'élection sont décrites dans le règlement intérieur.

*TITRE V: ORGANISATION ADMINISTRATIVE*

## Article 13: Comités et commissions

Conformément au règlement intérieur, le président peut décider, en accord avec le conseil des membres, de créer des comités ou commissions thématiques.

## Article 14 : Administration

L'organisation administrative de l'établissement est créée selon les règles prévues par le règlement intérieur.

### Article 15 : Direction générale

Sous la responsabilité du président, le directeur général des services, chef de l'administration, assure la direction et la coordination de l'ensemble des services de l'établissement.

*TITRE VI: DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES*

### Article 16: Dispositions applicables

L'établissement est soumis aux dispositions des articles L. 719-4 et L. 719-5 et à celles de l'article R. 719-51 du code de l'éducation, ainsi qu'aux dispositions de l'article L. 719-9 du même code relatif au contrôle financier *a posteriori*.

### Article 17 : Ressources financières

### 17.1: Nature des ressources

Les ressources de l'établissement comprennent notamment:

1. Les contributions de toute nature apportées par les membres et partenaires,
2. Les subventions de l'Etat;
3. Les subventions des collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale;
4. Le produit des prestations de services de toute nature;
5. Le produit des aliénations;
6. Le produit des participations;
7. Les dons et les legs;
8. Toutes autres ressources autorisées par les lois et les règlements en vigueur.

Des régies d'avances ou de recettes peuvent être créées conformément aux règlements en vigueur.

### 17.2: Principes de participation financière des membres et partenaires

Chaque membre ou partenaire de l'établissement contribue selon les modalités définies dans le règlement intérieur ou dans les conditions prévues par leur convention de partenariat.

### Article 18 : Dépenses

Les dépenses de la communauté comprennent les frais de personnels propres à l'établissement, les charges d'équipement et de fonctionnement et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'activité et aux missions de l'établissement

### Article 19 : Agent comptable

L'agent comptable est nommé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'enseignement supérieur et du ministre chargé du budget, sur proposition du (de la) président(e) de la communauté.

### Article 20: Ressources humaines

L'établissement peut bénéficier de postes de fonctionnaires pour les emplois permanents. Il peut également recourir à des emplois non titulaires dans les conditions fixées par les lois et règlements. L'établissement peut bénéficier de postes de fonctionnaires ou agents non titulaires mis à disposition par chaque établissement ou organisme membre.

**********

**Délibération n° 2017-05-29-2-5: Approbation de la convention de site CNRS 2012-2017**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 29 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,

APPROUVE la convention de site entre l'université confédérale Léonard de Vinci, l'université de La Rochelle, l'université de LIMOGES, l'université d'Orléans, l'université de Poitiers, l'université de Tours, l'ISAE-ENSMA, l'INSA Centre Val de Loire et le CNRS (2012-2017). La présente convention est consultable à la présidence de l'Université de La Rochelle (Technoforum, 23 avenue Albert Einstein, BP 33060, 17031 La Rochelle).

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

---

**Délibération n° 2017-05-29-3-1-1 : Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau des emplois (tableau n° 2)**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3,
Vu les statuts de l'Université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 26 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions,

APPROUVE le tableau des emplois (tableau n° 2) du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017, présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

## Tableau 1 - EPSCP
## Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget 2017

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

| Catégories d'emplois | Nature des emplois | | (A) Emplois sous plafond Etat En ETPT | (B) Emplois financés sur ressources propres En ETPT | (C) = (A) + ( Global |
|---|---|---|---|---|---|
| Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs | Permanents | Titulaires | 341,38 | | 3 |
| | | CDI | 2,67 | 1,00 | |
| | Non permanents | CDD | 73,92 | 41,53 | 1 |
| **S/total EC** | | | **417,97** | **42,53** | **4** |
| **Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS** | | | | | |
| BIATSS | Permanents | Titulaires | 257,59 | | 2 |
| | | CDI | 2,00 | 15,69 | |
| | Non permanents | CDD | 29,39 | 125,54 | 1 |
| **S/total Biatss** | | | **288,98** | **141,23** | **4** |
| **Totaux** | | | **706,95** *(1)* | **183,75** | |

| | | |
|---|---|---|
| **Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat** | **749** *(3)* | **Plafond global emplois voté par** |

*Note sur les modalités de renseignement du tableau*

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de dé
Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"
** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

**Délibération n° 2017-05-29-3-1-2 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau des autorisations budgétaires du budget principal (tableau n° 2)**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3,
Vu les statuts de l'Université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 26 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions,

APPROUVE le tableau des autorisations budgétaires du budget principal de l'établissement (tableau n° 2 – budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017), présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

Université de La Rochelle

Budget rectificatif n°1 2017

# TABLEAU 2
## Autorisations budgétaires - Budget principal

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

| DEPENSES | | | | | | | | | RECETTES | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montants | | | | | | | | Montants | | | | |
| | AE | | | | CP | | | | | | | | |
| | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | |
| **Personnel** | **56 840 205** | **59 576 541** | **1 076 259** | **60 652 800** | **56 840 205** | **59 576 541** | **1 076 259** | **60 652 800** | **71 504 224** | **68 709 311** | **3 044 548** | **71 753 859** | **Recettes globalisées** |
| *dont contributions employeur au CAS Pension* | 16 473 446 | 16 726 927 | - | 16 726 927 | 16 473 446 | 16 726 927 | - | 16 726 927 | 56 823 713 | 59 346 562 | - 371 501 | 58 975 061 | Subvention pour charg public |
| | | | | | | | | | 1 049 313 | 726 050 | 134 380 | 860 430 | Autres financements c |
| | | | | | | | | | | | | - | Fiscalité affectée |
| **Fonctionnement** | **9 219 757** | **13 238 188** | **1 619 319** | **14 857 507** | **9 266 272** | **13 154 248** | **2 195 066** | **15 349 314** | 7 077 828 | 3 825 516 | 502 070 | 4 327 586 | Autres financements p |
| | | | | | | | | | 6 553 370 | 4 811 183 | 2 779 599 | 7 590 782 | Recettes propres |
| | | | | | | | | | | | | | |
| **Intervention** | | | | | | | | - | | | | | |
| | | | | | | | | | - | **8 273 921** | **2 106 442** | **10 380 364** | **Recettes fléchées*** |
| | | | | | | | | | | 220 091 | 218 165 | 438 256 | Financements de l'Eta |
| **Investissement** | **2 034 847** | **6 727 106** | **1 314 223** | **8 041 329** | **2 447 360** | **6 727 106** | **1 368 997** | **8 096 103** | | 7 895 118 | 1 878 951 | 9 774 069 | Autres financements p |
| | | | | | | | | | | 158 712 | 9 326 | 168 038 | Recettes propres fléch |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)** | **68 094 809** | **79 541 836** | **4 009 801** | **83 551 636** | **68 553 837** | **79 457 896** | **4 640 322** | **84 098 217** | **71 504 224** | **76 983 232** | **5 150 990** | **82 134 223** | **TOTAL DES REC** |
| **SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)** | | | | | | | | - | | | | - 1 963 994 | **SOLDE BUDGET (D2 = B - C)** |

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

**Délibération n° 2017-05-29-3-1-3 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017– Tableau des autorisations budgétaires de la fondation (tableau n° 2)**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3,
Vu les statuts de l'Université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 26 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions,

APPROUVE le tableau des autorisations budgétaires (tableau n° 2) du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 de la fondation, présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

Université de La Rochelle — Budget rectificatif n°1 2017

# TABLEAU 2
## Autorisations budgétaires - Budget Fondation

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

| DEPENSES | | | | | | | | | RECETTES | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montants | | | | | | | | Montants | | | | |
| | AE | | | | CP | | | | | | | | |
| | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | |
| **Personnel** | **2 221** | **-** | **-** | **-** | **2 221** | **-** | **-** | **-** | **59 921** | **1 000** | **27 000** | **28 000** | **Recettes globalisées** |
| *dont contributions employeur au CAS Pension* | - | - | - | - | | - | - | - | - | - | - | - | Subvention pour char public |
| | | | | | | | | | 38 228 | - | - | - | Autres financements |
| | | | | | | | | | | | | - | Fiscalité affectée |
| **Fonctionnement** | **12 253** | **100** | **26 000** | **26 100** | **12 737** | **100** | **26 000** | **26 100** | - | - | - | - | Autres financements |
| | | | | | | | | | 21 693 | 1 000 | 27 000 | 28 000 | Recettes propres |
| | | | | | | | | | | | | | |
| **Intervention** | | | | | | | | **-** | | | | | |
| | | | | | | | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **Recettes fléchées*** |
| | | | | | | | | | | - | - | - | Financements de l'Et |
| **Investissement** | **-** | **-** | **1 000** | **1 000** | **-** | **-** | **1 000** | **1 000** | | - | - | - | Autres financements |
| | | | | | | | | | | - | - | - | Recettes propres fléc |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)** | **14 474** | **100** | **27 000** | **27 100** | **14 958** | **100** | **27 000** | **27 100** | **59 921** | **1 000** | **27 000** | **28 000** | **TOTAL DES REC** |
| **SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)** | | | | | | | | **900** | | | | | **SOLDE BUDGET (D2 = B - C)** |

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

**Délibération n° 2017-05-29 -3-1-4 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau des autorisations budgétaires du budget agrégé(tableau n° 2)**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3,
Vu les statuts de l'Université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 26 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions,

APPROUVE le tableau des autorisations budgétaires du budget agrégé de l'établissement (tableau n° 2 – budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017), présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

Université de La Rochelle — Budget rectificatif n°1 2017

# TABLEAU 2
## Autorisations budgétaires - Budget agrégé

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

| DEPENSES | | | | | | | | | RECETTES | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montants | | | | | | | | Montants | | | | |
| | AE | | | | CP | | | | | | | | |
| | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | |
| **Personnel** | **56 842 426** | **59 576 541** | **1 076 259** | **60 652 800** | **56 842 427** | **59 576 541** | **1 076 259** | **60 652 800** | **71 564 144** | **68 710 311** | **3 071 548** | **71 781 859** | **Recettes globalisée** |
| *dont contributions employeur au CAS Pension* | 16 473 446 | 16 726 927 | - | 16 726 927 | 16 473 927 | 16 726 927 | - | 16 726 927 | 56 823 713 | 59 346 562 | - 371 501 | 58 975 061 | Subvention pour char public |
| | | | | | | | | | 1 087 540 | 726 050 | 134 380 | 860 430 | Autres financements |
| | | | | | | | | | | | | - | Fiscalité affectée |
| **Fonctionnement** | **9 232 010** | **13 238 288** | **1 645 319** | **14 883 607** | **9 279 009** | **13 154 348** | **2 221 066** | **15 375 414** | 7 077 828 | 3 825 516 | 502 070 | 4 327 586 | Autres financements |
| | | | | | | | | | 6 575 063 | 4 812 183 | 2 806 599 | 7 618 782 | Recettes propres |
| | | | | | | | | | | | | | |
| **Intervention** | | | | | | | | - | | | | | |
| | | | | | | | | | - | **8 273 921** | **2 106 442** | **10 380 364** | **Recettes fléchées*** |
| | | | | | | | | | | 220 091 | 218 165 | 438 256 | Financements de l'Et |
| **Investissement** | **2 034 847** | **6 727 106** | **1 315 223** | **8 042 329** | **2 447 360** | **6 727 106** | **1 369 997** | **8 097 103** | | 7 895 118 | 1 878 951 | 9 774 069 | Autres financements |
| | | | | | | | | | | 158 712 | 9 326 | 168 038 | Recettes propres fléc |
| **TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)** | **68 109 283** | **79 541 936** | **4 036 801** | **83 578 736** | **68 568 796** | **79 457 996** | **4 667 322** | **84 125 317** | **71 564 144** | **76 984 232** | **5 177 990** | **82 162 223** | **TOTAL DES REC** |
| **SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)** | | | | | | | | - | | | | - 1 963 094 | **SOLDE BUDGET (D2 = B - C)** |

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

**Délibération n° 2017-05-29 -3-1-5 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017– Tableau de l'équilibre financier (tableau n° 4)**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3,
Vu les statuts de l'Université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 26 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions,

APPROUVE le tableau de l'équilibre financier (tableau n° 4) du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017, présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

## Tableau 4 - EPSCP
## Équilibre financier

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

| Besoins (utilisation des financements) | | | | | | Financements (couverture des besoins) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compte financier 2016 | BI 2017 | Variation | BR1 2017 | | Compte financier 2016 | BI 2017 | Variation | BR1 2017 | |
| D2_Solde budgétaire (déficit) * | | 2 473 764 | - 510 670 | 1 963 094 | | 2 995 350 | | | | D1_Solde budgétaire (excédent) * |
| *dont solde budgétaire budget principal* | | | | | | 2 950 388 | | | | *dont solde budgétaire budget principal* |
| *dont solde budgétaire budget du SAIC* | | | | | | 44 963 | | | | *dont solde budgétaire budget du SAIC* |
| *dont solde budgétaire FU* | | | | | | | | | | *dont solde budgétaire FU* |
| *dont solde budgétaire BAI* | | | | | | | | | | *dont solde budgétaire BAI* |
| *dont solde budgétaire SIE* | | | | | | | | | | *dont solde budgétaire SIE* |
| (b1)_Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | (b2)_Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements |
| (c1)_Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice) | 1 276 563 | 1 421 200 | - 164 868 | 1 256 332 | | 1 244 680 | 1 421 200 | - 132 985 | 1 288 215 | (c2)_Opérations au nom et pour le compte de tie (encaissements de l'exercice) |
| (e1)_Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) | | | | | | | | | | (e2)_Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) |
| **Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)** | 1 276 563 | 3 894 964 | - 675 538 | 3 219 426 | et | 4 240 030 | 1 421 200 | - 132 985 | 1 288 215 | **Sous-total des opérations ayant un impact positi trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)** |
| **(I)_Variation de trésorerie** | 2 963 467 | 2 473 764 | | 1 931 212 | ou | | | | | **(II)_Variation de trésorerie** |
| *(a)_ dont Abondement de la trésorerie fléchée* *** | | - 640 164 | 5 420 109 | *4 779 945* | ou | | | | | *(a)_ dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée* *** |
| *(d)_ dont Abondement sur la trésorerie non fléchée* | 2 963 467 | | | | ou | | *1 833 600* | *4 877 557* | *6 711 157* | *(d)_ dont Prélèvement sur la trésorerie non fléché* |
| **TOTAL DES BESOINS** | | **2 473 764** | - 542 552 | **1 931 212** | et | **2 963 467** | | | | **TOTAL DES FINANCEMENTS** |

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)
*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

**SAIC : service d'activités industrielles et commerciales**
**FU : fondation universitaire**
**BAI : budget annexe immobilier**
**SIE : service inter-établissements**

**Délibération n° 2017-05-29 -3-1-6 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau de situation patrimoniale (budget agrégé -tableau n° 6)**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3,
Vu les statuts de l'Université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 26 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions,

APPROUVE le tableau de situation patrimoniale (budget agrégé - tableau n° 6) du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017, présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

# TABLEAU 6
## Situation patrimoniale - Budget agrégé

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

### Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | Montants BRI 2017 | PRODUITS | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | Montants BRI 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Personnel | 56 043 960 | 59 576 541 | 1 072 720 | 60 649 261 | Subventions de l'Etat | 57 252 742 | 60 268 096 | 561 146 | 60 829 24 |
| *dont charges de pensions civiles* | 16 473 446 | 16 726 927 | - | 16 726 927 | Fiscalité affectée | | | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 19 607 712 | 22 742 248 | 1 462 610 | 24 204 858 | Autres subventions | 6 165 621 | 8 754 088 | 1 012 564 | 9 766 65 |
| | | | | | Autres produits | 12 381 785 | 13 661 132 | 900 611 | 14 561 74 |
| **TOTAL DES CHARGES (1)** | 75 651 672 | 82 318 789 | 2 535 330 | **84 854 120** | **TOTAL DES PRODUITS (2)** | 75 800 148 | 82 683 318 | 2 474 321 | **85 157 63** |
| **Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)** | 148 476 | 364 529 | - 61 010 | **303 519** | **Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)** | - | - | - | **0** |
| **TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)** | 75 800 148 | 82 683 318 | 2 474 321 | **85 157 640** | **TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)** | 75 800 148 | 82 683 318 | 2 474 321 | **85 157 63** |

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

### Calcul de la capacité d'autofinancement

| | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BRI 2017 |
|---|---|---|---|---|
| **Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)** | 148 476 | 364 529 | - 61 010 | 303 519 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 9 489 524 | 9 587 900 | - | 9 587 900 |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | - 3 309 | | - | |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | - | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | - | |
| - quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs | - 8 445 734 | - 8 582 000 | - | -8 582 000 |
| **= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)** | 1 188 957 | 1 370 429 | - 61 010 | **1 309 419** |

### Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BRI 2017 | RESSOURCES | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BRI 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Insuffisance d'autofinancement | | | | 0 | Capacité d'autofinancement | 1 188 957 | 1 370 429 | 1 309 419 | **1 309 41** |
| Investissements | 1 979 307 | 6 727 106 | 1 423 792 | **8 150 898** | Financement de l'actif par l'Etat | 252 011 | 55 500 | 233 665 | **289 165** |
| | | | | | Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat | 819 493 | 5 342 573 | 802 139 | **6 144 71** |
| | | | | | Autres ressources | | 33 000 | 283 206 | **316 206** |
| Remboursement de dettes financières | | | | | Augmentation des dettes financières | | | | |
| **TOTAL DES EMPLOIS (5)** | 1 979 307 | 6 727 106 | 1 423 792 | **8 150 898** | **TOTAL DES RESSOURCES (6)** | 2 270 461 | 6 801 502 | 2 628 429 | **8 059 50** |
| **Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)** | **291 154** | **74 396** | | 0 | **Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)** | | | | **91 396** |

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

### Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

| | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BRI 2017 |
|---|---|---|---|---|
| Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8) | 291 154 | 74 396 | - 165 792 | **-91 396** |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) | - 2 672 312 | 2 548 160 | - 708 344 | **1 839 81** |
| Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)* | 2 963 467 | - 2 473 764 | 542 552 | **-1 931 21** |
| Niveau final du FONDS DE ROULEMENT | 5 348 496 | 5 422 894 | - 165 792 | **5 257 10** |
| Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | - 4 817 413 | - 2 269 253 | - 708 345 | **-2 977 59** |
| Niveau final de la TRESORERIE | 10 165 911 | 7 692 147 | 542 553 | **8 234 70** |

** Montant issu du tableau "Equilibre financier"*

**Délibération n° 2017-05-29-3-1-7 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau de situation patrimoniale (budget principal -tableau n° 6)**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3,
Vu les statuts de l'Université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 26 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions,

APPROUVE le tableau de situation patrimoniale (budget principal - tableau n° 6) du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017, présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

# TABLEAU 6
## Situation patrimoniale - Budget principal

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

### Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | Montants BR1 2017 | PRODUITS | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Personnel | 56 043 838 | 59 576 541 | 1 072 720 | 60 649 261 | Subventions de l'Etat | 57 252 014 | 60 268 098 | 561 146 |
| *dont charges de pensions civiles** | 16 473 446 | 16 726 927 | - | 16 726 927 | Fiscalité affectée | | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 19 594 392 | 22 742 148 | 1 435 710 | 24 177 858 | Autres subventions | 6 165 621 | 8 753 088 | 985 564 |
| | | | | | Autres produits | 12 358 384 | 13 661 132 | 900 611 |
| **TOTAL DES CHARGES (1)** | 75 638 230 | 82 318 689 | 2 508 430 | **84 827 120** | **TOTAL DES PRODUITS (2)** | 75 776 019 | 82 682 318 | 2 447 321 |
| **Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)** | 137 789 | 363 629 | - 61 110 | **302 519** | **Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)** | - | - | - |
| **TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)** | 75 776 019 | 82 682 318 | 2 447 321 | **85 129 639** | **TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)** | 75 776 019 | 82 682 318 | 2 447 321 |

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

### Calcul de la capacité d'autofinancement

| | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 |
|---|---|---|---|---|
| **Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)** | 137 789 | 363 629 | - 61 110 | 302 519 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 9 488 613 | 9 587 900 | - 900 | 9 587 000 |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | - 1 936 | | - | |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | - | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | - | |
| - quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs | - 8 445 399 | - 8 582 000 | - | -8 582 000 |
| **= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)** | 1 179 067 | 1 369 529 | - 62 010 | **1 307 519** |

### Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | RESSOURCES | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Insuffisance d'autofinancement | | | | 0 | Capacité d'autofinancement | 1 179 067 | 1 369 529 | 1 307 519 |
| | | | | | Financement de l'actif par l'Etat | 262 011 | 55 500 | 233 665 |
| Investissements | 1 979 307 | 6 727 106 | 1 422 792 | 8 149 898 | Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat | 819 493 | 5 342 573 | 802 139 |
| | | | | | Autres ressources | | 33 000 | 283 206 |
| Remboursement des dettes financières | | | | | Augmentation des dettes financières | | | |
| **TOTAL DES EMPLOIS (5)** | 1 979 307 | 6 727 106 | 1 422 792 | 8 149 898 | **TOTAL DES RESSOURCES (6)** | 2 260 571 | 6 800 602 | 2 626 529 |
| **Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)** | **281 264** | **73 496** | | 0 | **Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)** | | | |

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

### Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

| | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | |
|---|---|---|---|---|
| Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8) | 281 264 | 73 496 | - 165 792 | |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) | - 2 637 396 | 2 547 260 | - 708 344 | |
| Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)* | 2 744 197 | - 2 473 764 | 542 552 | |
| Niveau final du FONDS DE ROULEMENT | 5 189 287 | 5 262 783 | - 6 581 | |
| Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | - 4 817 257 | - 2 269 997 | - 708 501 | |
| Niveau final de la TRESORERIE | 9 946 640 | 7 472 876 | 761 824 | 8 234 700 |

** Montant issu du tableau "Equilibre financier"*

**Délibération n° 2017-05-29-3-1-8 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau de situation patrimoniale (budget fondation -tableau n° 6)**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3,
Vu les statuts de l'Université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 26 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions,

APPROUVE le tableau de situation patrimoniale (budget fondation - tableau n° 6) du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017, présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

# TABLEAU 6
## Situation patrimoniale - Budget Fondation

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

### Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | | | | Montants | PRODUITS | | | | Montants |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 |
| Personnel | 122 | | - | | Subventions de l'Etat | 728 | | - | |
| *dont charges de pensions civiles** | | | - | | Fiscalité affectée | | | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 13 320 | 1 000 | 26 000 | 27 000 | Autres subventions | | | - | |
| | | | | | Autres produits | 23 401 | 1 000 | 27 000 | 28 000 |
| **TOTAL DES CHARGES (1)** | 13 442 | 1 000 | 26 000 | **27 000** | **TOTAL DES PRODUITS (2)** | 24 129 | 1 000 | 27 000 | **28 000** |
| **Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)** | 10 687 | - | 1 000 | **1 000** | **Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)** | - | - | - | **0** |
| **TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)** | 24 129 | 1 000 | 27 000 | **28 000** | **TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)** | 24 129 | 1 000 | 27 000 | **28 000** |

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

### Calcul de la capacité d'autofinancement

| | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 |
|---|---|---|---|---|
| **Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)** | 10 687 | - | 1 000 | 1 000 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 911 | 900 | - | 900 |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | - 1 373 | | | |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | | |
| - quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs | - 335 | | | |
| **= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)** | 9 890 | 900 | 1 000 | **1 900** |

### Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 | RESSOURCES | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Insuffisance d'autofinancement | | | | **0** | Capacité d'autofinancement | 9 890 | 900 | 1 900 | **1 900** |
| Investissements | | | 1 000 | **1 000** | Financement de l'actif par l'Etat | | | - | |
| | | | | | Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat | | | - | |
| | | | | | Autres ressources | | | - | |
| Remboursement des dettes financières | | | | | Augmentation des dettes financières | | | | |
| **TOTAL DES EMPLOIS (5)** | - | - | 1 000 | **1 000** | **TOTAL DES RESSOURCES (6)** | 9 890 | 900 | 1 900 | **1 900** |
| **Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)** | **9 890** | **900** | | **900** | **Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)** | | | | **0** |

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

### Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

| | Compte financier 2016 | BI 2017 | variation | BR1 2017 |
|---|---|---|---|---|
| Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8) | 9 890 | 900 | - | **900** |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) | 34 917 | | | |
| Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)* | 44 807 | | | |
| Niveau final du FONDS DE ROULEMENT | 219 426 | 220 326 | - | **220 326** |
| Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | 156 | | | |
| Niveau final de la TRESORERIE | 219 270 | | | |

** Montant issu du tableau "Equilibre financier"*

**Délibération n° 2017-05-29-3-1-9 Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 – Tableau des opérations pluriannuelles (tableau n° 9)**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3,
Vu les statuts de l'Université de La Rochelle,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 26 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions,

APPROUVE le tableau des opérations pluriannuelles (tableau n° 9) du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017. Le document est consultable à la présidence de l'Université de La Rochelle (Technoforum, 23 avenue Albert Einstein, BP 33060, 17031 La Rochelle).

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

**Délibération n° 2017-05-29-3-2 : Tarifs d'inscription de l'institut des métiers de la justice et de l'administration (IMJA)**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu l'avis du conseil de l'UFR Droit, Science politique et de Gestion du 11 mai 2017,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 26 voix pour, 1 voix contre, 1 abstention,

FIXE les tarifs d'inscription de l'institut des métiers de la justice et de l'administration (IMJA) suivans :
500 € pour une inscription à titre principal ;
500 € moins le coût de la première inscription, pour une inscription à titre complémentaire ;
500 € pour une inscription en formation continue.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

**Délibération n° 2017-05-29- 4-1: Modification de la limitation de durée des contrats à durée déterminée financés sur crédits non pérennes (type crédits de recherche) à l'Université de La Rochelle**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu la délibération n° 2014-07-07-3-4 portant limitation de la durée des contrats à durée déterminée financés sur crédits non pérennes (type crédits de recherche) à l'Université de La Rochelle,
Vu l'avis du comité technique du 7 avril 2017,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 28 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,

DECIDE de fixer à 5 ans la durée maximale des contrats à durée déterminée financés sur crédits non pérennes (type crédits de recherche) à l'Université de La Rochelle, sans aucune dérogation possible.

Cette limitation de la durée de ces contrats est d'application immédiate.

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

**Délibération n° 2017-05-29- 4-2: Nouvelles modalités de recours aux contrats d'enseignement et d'enseignement et de recherche à l'Université de La Rochelle**

**Séance du 29 mai 2017**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université de La Rochelle,
Vu la délibération n°2014-05-09-19-2-1 relative aux contrats d'enseignement et d'enseignement et de recherche, modifiée par la délibération n°2016-12-12-2-1 relative à la charge d'enseignement des CDD d'enseignement,
Vu l'avis du comité technique du 7 avril 2017,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 28 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,

CONSIDERANT des éléments de contexte nouveaux, à savoir les décisions prises de ne pas recruter d'enseignants et d'enseignants-chercheurs titulaires à l'occasion des deux dernières campagnes d'emplois, il apparaît nécessaire de faire évoluer certaines des dispositions relatives à la durée de ces contrats et aux activités confiées à leurs bénéficiaires.

ANNULE la délibération n°2014-05-09-19-2-1 relative aux contrats d'enseignement et d'enseignement et de recherche, modifiée par la délibération n°2016-12-12-2-1 relative à la charge d'enseignement des CDD d'enseignement à compter du 01/09/2017.

DECIDE les modalités de recours aux contrats d'enseignement et d'enseignement et de recherche à l'Université de La Rochelle suivantes à compter du 01/09/2017 :

**Le contrat d'enseignement**

• **CDD dans le cadre de besoins occasionnels**

- Nature des activités : le recours au CDD doit répondre à un besoin occasionnel en matière d'enseignement uniquement ; des responsabilités administratives et pédagogiques peuvent être en sus confiées à l'enseignant contractuel ouvrant droit à une prime équivalente à celle versée aux enseignants titulaires de la composante ou du service d'affectation et financée sur les enveloppes dédiées des composantes et services.
- Condition de diplôme : bac + 5 (master ou équivalent)
- Durée du contrat : 1 an renouvelable 4 fois
- Charge d'enseignement : 384 hetd
- Rémunération : 2è échelon de la grille des professeurs certifiés avant application du protocole Parcours professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR) (soit INM 376 : 1741 € brut mensuel).

• **CDD et CDI dans le cadre de besoins pérennes**

- Nature des activités : le recours au CDD avec la possibilité de le transformer en CDI doit être envisagée dans le cadre d'un besoin en matière d'enseignement considéré comme pérenne et dès lors qu'il n'existe pas de corps de fonctionnaire équivalent et qu'il n'y a pas d'activité de recherche associée ; des responsabilités administratives et pédagogiques peuvent être en sus confiées à l'enseignant contractuel, ouvrant droit à une prime équivalente à celle versée aux enseignants titulaires de la composante ou du service d'affectation et financée sur l'enveloppe dédiée de ladite composantes ou dudit service ;
- Durée du contrat : indéterminée mais avec obligation d'un premier contrat à durée déterminée d'1 an a minima en amont.
- Condition de diplôme : bac + 5 (master ou équivalent)
- Charge d'enseignement : 384 hetd
- Rémunération : 2è échelon de la grille des professeurs certifiés avant application du PPCR (soit INM 376 : 1741 € brut mensuel)

Principe adopté d'un avancement de carrière pour les CDI, en référence à la grille indiciaire existante pour les professeurs certifiés de classe normale (avant application du PPCR) mais avec un temps de passage d'un échelon à l'autre fixe et plus long – *cf. annexe jointe.*

**Le contrat d'enseignement et de recherche**

• **Dans le cadre de besoins occasionnels**

- Nature des activités : le recours au CDD doit répondre à un besoin occasionnel uniquement, sur des tâches d'enseignement et de recherche ; des responsabilités administratives et pédagogiques peuvent être en sus confiées à l'enseignant-chercheur contractuel, ouvrant droit à une prime équivalente à celle versée aux enseignants titulaires de la composante ou du service d'affectation et financée sur l'enveloppe dédiée de ladite composantes ou dudit service.
- Condition de diplômes : doctorat
- Durée du contrat : 1 an renouvelable 4 fois
- Volume horaire : 192 hetd d'enseignement et 803,5 heures de recherche
- Rémunération : 1er échelon de la grille des maîtres de conférences avant application du PPCR (soit INM 454 : 2102 € brut mensuel).

**Procédures de recrutement**

Ces recrutements ne peuvent s'envisager que sur un emploi dévolu à cet effet à l'occasion de la campagne d'emplois.

• **CDD d'enseignement :**

- constitution d'une commission de recrutement composée :
- du directeur de la composante ou du service commun, qui la préside
- du directeur de département (s'il y a lieu)
- de deux représentants du conseil de la composante ou du service commun
- de deux enseignants du second degré (de l'établissement ou extérieurs à l'établissement)

La moitié au moins des membres de cette commission doit relever de la discipline concernée (au sens large du terme).

- validation du profil et de la composition de la commission de recrutement par le conseil académique (CAc) en formation restreinte
- publication du profil par la DRH sur le site web de l'université
- recevabilité des dossiers examinée par la DRH
- examen des candidatures et audition des candidats retenus par la commission de recrutement
- classement de la commission soumis à l'avis du CAc restreint qui fait une proposition au Président.

• **CDI d'enseignement :**

A l'issue du CDD, la proposition d'évolution du contrat en CDI est formulée par le directeur de département avec avis du directeur de la composante ou par le directeur du service commun, elle est ensuite soumise à l'avis du CAc restreint qui en fait proposition au Président.

• **CDD d'enseignement et de recherche :**

- constitution d'un comité de sélection (COS) avec une composition identique à celle prévue pour le recrutement d'un maître de conférences
- validation du profil et de la composition du COS par le CAc restreint
- publication du profil par la DRH sur le site web de l'université
- recevabilité des dossiers examinée par la DRH
- examen des candidatures et audition des candidats retenus par le COS
- classement du COS soumis à l'avis du CAc restreint qui fait une proposition au Président

Fait à La Rochelle, le 29 mai 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

# Annexe relative au dispositif de carrière pour les contractuels enseignants en CDI

## Dispositif de carrière pour les contractuels enseignants en CDI

Les principes appliqués sont les suivants :
- une progression ni équivalente ni plus favorable que celle des titulaires ;
- une grille indiciaire identique à celle existante pour les professeurs certifiés titulaires de classe normale ;
- un temps de passage fixe d'un échelon à l'autre.

L'ancienneté est calculée au 01.09.2014 en prenant en compte la durée des contrats d'enseignement à l'ULR,
elle permet de reclasser l'enseignant en fonction de la grille indiciaire de référence.
Pour les enseignants en CDI ayant déjà bénéficié de mesures dérogatoires lors de la mise en œuvre du précédent dispositif en 2010 le point de départ du calcul de l'ancienneté se fait à compter du précédent reclassement.
Pour le calcul de l'ancienneté, les services à temps partiel sont comptabilisés comme du temps plein.
Une fois le reclassement effectué, il n'y a pas d'ancienneté conservée.

Si l'indice de reclassement s'avère être défavorable à l'enseignant, il bénéficiera d'un reclassement théorique et conservera à titre dérogatoire son indice actuel.
Son prochain avancement aura lieu dès lors qu'il aura cumulé les années d'ancienneté nécessaires à compter du reclassement théorique pour passer à l'échelon supérieur.

| | | PRCE classe normale | | Enseignant en CDI | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **échelon** | **INM** | **temps de passage** | **durée totale** | **échelon** | **INM** | **temps de passage** | **durée totale** |
| 1er échelon | 349 | 3 mois | *3 mois* | 1er échelon | | | |
| 2ème échelon | 376 | 9 mois | *1 an* | 2ème échelon | 376 | 1 an 6 mois | *1 an 6 mois* |
| 3ème échelon | 432 | 1 an | *2 ans* | 3ème échelon | 432 | 2 ans | *3 ans 6 mois* |
| 4ème échelon | 445 | 2 ans 6 mois | *4 ans 6 mois* | 4ème échelon | 445 | 3 ans | *6 ans 6 mois* |
| 5ème échelon | 458 | 3 ans 6 mois | *8 ans* | 5ème échelon | 458 | 4 ans | *10 ans 6 mois* |
| 6ème échelon | 467 | 3 ans 6 mois | *11 ans 6 mois* | 6ème échelon | 467 | 4 ans | *14 ans 6 mois* |
| 7ème échelon | 495 | 3 ans 6 mois | *15 ans* | 7ème échelon | 495 | 4 ans | *18 ans 6 mois* |
| 8ème échelon | 531 | 4 ans 6 mois | *19 ans 6 mois* | 8ème échelon | 531 | 5 ans | *23 ans 6 mois* |
| 9ème échelon | 567 | 5 ans | *24 ans 6 mois* | 9ème échelon | 567 | 6 ans | *29 ans 6 mois* |
| 10ème échelon | 612 | 5 ans 6 mois | *30 ans* | 10ème échelon | 612 | 6 ans 6 mois | *36 ans* |
| 11ème échelon | 658 | | | 11ème échelon | 658 | | |

## ARRÊTÉS

### Arrêté n° 2017-263 du 13 avril 2017 portant modification de l'arrêté n°2017-216 du 7 avril 2017 relatif à l'attribution d'une subvention par la Faculté de Droit, de Science Politique et de Gestion

**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université,
Vu les statuts de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Gestion
Vu la décision du Conseil de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Gestion du 23 mars 2017

**ARRÊTE**

**Article 1**

Une subvention de 475 euros est attribuée à l'association STUD'EVENT BDE (BDE IAE).

**Article 2**

La dépense sera imputée sur la ligne budgétaire : CRB06/IAE/LM 1 au compte 65734.

**Article 3**

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 13 avril 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

### Arrêté n° 2017-264 du 13 avril 2017 portant modification de l'arrêté n°2017-215 du 7 avril 2017 relatif à l'attribution d'une subvention par la Faculté de Droit, de Science Politique et de Gestion

**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université,
Vu les statuts de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Gestion
Vu la décision du Conseil de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Gestion du 23 mars 2017

**ARRÊTE**

**Article 1**

Une subvention de 390 euros est attribuée à l'association STUD'EVENT BDE (BDE IAE).

**Article 2**

La dépense sera imputée sur la ligne budgétaire : CRB06/DROIT/ADGE au compte 65734.

**Article 3**

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 13 avril 2017.

Le président
Jean-Marc Ogier

---

**Arrêté n°2017-276 du 2 mai 2017 relatif à la création d'une régie d'avance temporaire instituée au CRB05-UMS 3462 - Campagne REMMOA « Observatoire PELAGIS » pour des survols aériens Antilles-Guyanne du 1er juillet au 15 novembre 2017. Nom de la Régie : TOTI**

**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment les articles R.719-51 à R.719-52, R.719-79 à R.719-85 et l'article R.719-84,
Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
Vu l'arrêté du 19 janvier 1994 modifié portant habilitation des ordonnateurs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des directeurs d'établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès de ces établissements,
Vu l'arrêté du 4 juin 1996 modifié par arrêté du 28 janvier 2002, relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances,
Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispenses de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Une régie d'avance temporaire est instituée au bénéfice du **CRB05 – UMS 3462 -** Observatoire **PELAGIS** Avenue Michel Crépeau 17042 La Rochelle Cedex. Cette régie temporaire sera installée **du 1er juillet au 15 novembre 2017** aux Antilles-Guyanne avec pour objet le paiement des dépenses engagées dans le cadre de la campagne de survols aériens REMMOA. Cette régie se nomme **TOTI**.

**Article 2 :**

Cette régie doit permettre le paiement des dépenses suivantes :

- frais de déplacement des équipes (billets d'avion, transfert, supplément bagages pour matériel et frais de douane ;

- frais de transport des équipes entre hébergement et aéroports (taxi, location véhicule, essence, parking, péages et taxes) ;

- frais de communication (achat téléphone mobile + carte sim (opérateur local), crédit téléphone, connexion internet ;

- frais d'hébergement, de restauration des équipes et blanchisserie ;

- autres frais éventuels : pharmacie, fournitures administratives, reproduction, petits matériels divers, design du logo de la mission par artiste local et T-shirt.

**Article 3 :**

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à **25 000,00 € par mois** (vingt cinq mille euros) qui s'effectuera par virement sur un compte au Trésor ouvert par l'Agent Comptable de l'Université de La Rochelle au nom du Régisseur. Les dépenses peuvent être faites en numéraire, chèque, virement ou carte bancaire.

Le montant maximal des dépenses de matériel et de fonctionnement susceptibles d'être payées par l'intermédiaire de cette régie sera fixé suivant le contrat et modalités d'ouverture du compte au trésor.

**Article 4 :**

Le régisseur doit remettre à l'agent comptable la totalité des pièces justificatives des dépenses payées **dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de fin de la Régie.**

**Article 5 :**

Le régisseur est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**Article 6 :**

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**Article 7 :**

Le régisseur est autorisé à détenir un compte de dépôt de fonds ouvert au Trésor.

**Article 8 :**

Le régisseur engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour les opérations effectuées dans le cadre de la Régie.

**Article 9 :**

Le régisseur sera nommé par le président de l'université avec l'agrément de l'agent comptable.

**Article 10 :**

L'agent comptable de l'université est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué au recteur d'académie et au trésorier payeur général.

**Article 11 :**

La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 2 mai 2017

Le Président,
Jean-Marc OGIER

---

**Arrêté n° 2017-277 du 2 mai 2017 relatif à la nomination d'un régisseur d'une régie d'avance temporaire au CRB05-UMS 3462 Campagne REMMOA « Observatoire PELAGIS » pour des survols aériens Antilles-Guyanne du 01/07 au 15/11/2017. Nom de la régie : TOTI**

**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment les articles R.719-51 à R.719-52, R.719-79 à R.719-85 et l'article R.719-84,
Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
Vu l'arrêté du 23 décembre 1992, modifié par arrêté du 5 février 2015, relatif aux conditions dans lesquelles les Directeurs d'Établissements Public Nationaux peuvent instituer des régies d'avance et des régies de recettes,
Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
Vu l'arrêté du 19 janvier 1994 modifié portant habilitation des ordonnateurs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des directeurs d'établissements publics

d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès de ces établissements,
Vu l'arrêté du 4 juin 1996 modifié par arrêté du 28 janvier 2002, relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avance,
Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispenses de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,
Vu l'instruction n° 05-042-M9-R du 30 septembre 2005 relative aux régies de recettes et d'avances des Établissements Publics Nationaux et des Établissements Publics locaux d'enseignement,
Vu l'arrêté n°2017-276 du CRB0805-UMS 3462 en date du 2 mai 2017 instituant une régie d'avance temporaire auprès de l'université de La Rochelle,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Monsieur Olivier **VAN CANNEYT** est nommé régisseur titulaire de la régie d'avance temporaire avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**Article 2 :**

Mme Sophie **LARAN** est nommée régisseuse suppléante de M. Olivier VAN CANNEYT.

La suppléance s'exerce en cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel du régisseur titulaire, et après avoir établi un procès-verbal de reconnaissance de situation de la régie, daté et signé contradictoirement, de manière à éliminer éventuellement le partage de responsabilité.

**Article 3 :**

M. VAN CANNEYT et Mme LARAN disposeront d'un montant de 25 000,00 € par mois (vingt cinq mille euros).

**Article 4 :**

Le régisseur titulaire et la régisseuse suppléante sont astreints à constituer un cautionnement.

**Article 5 :**

Le régisseur titulaire et la régisseuse suppléante percevront une d'indemnité de responsabilité.

**Article 6 :**

Le régisseur titulaire et la régisseuse suppléante sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par l'agent comptable, du maniement des fonds et des mouvements du compte de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont effectués.

**Article 7 :**

Le régisseur titulaire et la régisseuse suppléante **ne doivent pas payer de dépenses relatives à des charges autres** que celles énoncées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau code pénal.

**Article 8 :**

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 2 mai 2017

Le Président,
Jean-Marc OGIER

**Arrêté n° 2017-295 du 24 mai 2017 Scrutin portant organisation du renouvellement des directeurs de départements de la Faculté des Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines**

**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université,
Vu les statuts de la Faculté des lettres, langues, arts et sciences humaines,

**ARRÊTE**

**Article 1 : Date des élections**
Le scrutin organisant le renouvellement des directeurs de départements de la Faculté des Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines est fixé au **lundi 26 juin 2017 de 9h à 16h sans interruption.**

**Article 2 : Directions à pourvoir**
Sont à pourvoir les directions suivantes :

- Département Sciences Humaines et Sociales : 1
- Département LEA : 1
- Département Lettres Modernes : 1
- Département CUFLE : 1

**Article 3 : Corps électoraux**
Pour chacun des départements :
Sont déclarés électeurs du département auquel ils sont rattachés, tous les enseignants chercheurs, enseignants titulaires et contractuels, allocataires temporaire de recherche, allocataires moniteurs.
Sont également électeurs, les chargés de cours qui sont intervenus en 2016/2017 dans les enseignements d'un département et qui accomplissent un nombre d'heures au moins égal à la moitié des obligations statutaires des personnels enseignants chercheurs (soit 96 heures). Les chargés de cours qui remplissent cette condition ne sont pas inscrits d'office sur les listes électorales. Ils doivent demander à être inscrits sur les listes électorales au plus tard 5 jours francs avant le scrutin.

**Article 4 : Eligibilité**
Sont déclarés éligibles aux fonctions de directeurs de départements, les enseignants chercheurs et enseignants titulaires des départements auxquels ils sont rattachés.

**Article 5 : Dépôt des candidatures**
Les candidatures sont réalisées, pour chaque candidat, sous forme de déclaration individuelle de candidature effectuée à l'aide du formulaire fourni par la Faculté des lettres, langues, arts et sciences humaines, signée du candidat.
Les candidatures sont obligatoirement remises en main propre au responsable administratif de la FLASH à compter du jeudi 8 juin et jusqu'au lundi 19 juin 2017, 17h00.
Chaque candidature peut être accompagnée d'une profession de foi transmise sous format papier et par courrier électronique au responsable administratif de la FLASH.

**Article 6 : Déclaration de recevabilité des candidatures**
Les candidatures et éventuelles professions de foi seront rendues publiques avant la date du scrutin.

**Article 7 : Scrutin**

Les Directeurs de départements sont élus au scrutin uninominal majoritaire à un tour : -à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages entre des candidats, le candidat le plus jeune sera déclaré élu.

**Article 8 : Bureau de vote**

Le Président du bureau de vote est le Doyen ou le responsable administratif de la FLASH.
Le scrutin sera ouvert par le Président du bureau de vote à 9H00 précises et clos à 16H00, sans interruption. Un membre du personnel administratif de la FLASH sera désigné pour assister le Président du bureau de vote. Il importe que pendant toute cette plage horaire, il y ait en permanence le Président ou un assesseur.

**Article 9 : Modalités de vote**

Le vote est secret. Le passage dans l'isoloir est obligatoire.

- **Vote personnel et direct :**

Les électeurs se présentent au bureau de vote dans lequel ils sont électeurs entre 9H00 et 16H00.
Après s'être munis des enveloppes et bulletins de vote, ils passent d'abord par l'isoloir, où ils glissent leur bulletin de vote dans l'enveloppe prévue à cet effet.
Le bulletin n'est introduit dans l'urne qu'après émargement de la liste électorale. Un électeur disposant de 2 procurations signe la liste électorale pour chacun de ses mandants.
Les électeurs devront attester de leur identité au moyen de leur carte professionnelle ou à défaut d'une pièce d'identité avec photographie si les membres du bureau ne peuvent attester de la qualité professionnelle de l'électeur.
Tout mandataire doit présenter selon le cas, soit la carte nationale d'identité, soit la justification de la qualité professionnelle de son mandant, ou à défaut une pièce d'identité du mandant.

- **Vote par procuration :**

Les électeurs qui ne peuvent voter personnellement peuvent donner procuration à un électeur inscrit sur la même liste électorale qu'eux.
Cette procuration (un original), désignant clairement le mandataire, est établi sur papier libre, datée et signée ; elle devra être produite au moment du vote.
Aucun électeur ne peut être porteur de plus de deux procurations.

**Article 9 : Modalités de vote**

Sont considérés comme nuls :

- les bulletins comportant un nombre de noms supérieur à celui des sièges à pourvoir ;
- les bulletins blancs ;
- les bulletins dans lesquels se sont fait connaître les votants ;
- les bulletins retrouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans des enveloppes non réglementaires ;
- les bulletins comprenant des noms de personnes n'ayant pas fait acte de candidature ;
- les bulletins ou enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ;
- les enveloppes vides ou comportant plusieurs bulletins de candidatures différentes.

**Article 10 : Résultats**

Le dépouillement aura lieu à 16h00 à l'issue du scrutin.

Les résultats de l'élection seront proclamés par le Président de l'Université. Ils seront affichés par tout moyen approprié.

Ils peuvent être contestés devant le Tribunal administratif de Poitiers dans les deux mois suivants l'élection.

**Article 11 : Publication**

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

La Rochelle, le 24 mai 2017

Le président
Jean-Marc OGIER

*Annexes :*
*1 – Calendrier des opérations électorales*
*2 – Organisation du bureau de vote*
*3 – Déclaration individuelle de candidature*

---

*Annexe 1*

**Faculté des lettres, langues, arts et sciences humaines - Élections des directeurs de départements - Scrutin du lundi 26 juin 2017**
**CALENDRIER DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES**

| DATE | HEURE | OPÉRATION |
|---|---|---|
| À compter du mardi 13 juin 2017 | | Affichage des listes électorales |
| Lundi 19 juin 2017 | 17h00 | Date limite de réception des candidatures |
| Vendredi 23 juin 2017 | | Affichage des candidatures et des professions de foi |
| **Lundi 26 juin 2017** | **09h00-16h00** | **Déroulement du scrutin** |
| Lundi 26 juin 2017 | à partir de 16h00 | Dépouillement |

---

*Annexe 2*

**Faculté des lettres, langues, arts et sciences humaines - Élections des directeurs de départements - Scrutin du lundi 26 juin 2017**
**ORGANISATION DU BUREAU DE VOTE**

| LIEU DE VOTE | Président du bureau de vote |
|---|---|
| Bâtiment FLASH 2<br>Salle du Conseil | Laurent Augier, Doyen |

*Annexe 3*

**Faculté des lettres, langues, arts et sciences humaines - Élections des directeurs de départements**

**Scrutin du lundi 26 juin 2017**

## DÉCLARATION INDIVIDUELLE DE CANDIDATURE

Cette déclaration individuelle n'est valable que signée.

Je soussigné(e),

Nom usuel : .....

Nom patronymique : .....

Prénom(s) : .....

Adresse personnelle : .....

.....

Téléphone : .....

Courriel : .....

déclare être candidat(e) aux fonctions de directrice ou directeur du département.....

Fait à ....., le.....
Signature :

**Arrêté n° 2017-284 du 9 mai 2017 relatif à la désignation du responsable d'unité de travail SDSU**

**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

- Vu le code de l'éducation, et notamment l'article L712-2,
- Vu le décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique,
- Vu le code du travail et notamment les articles L4121, et suivants,
- Vu le décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs,
- Vu l'instruction générale de l'ULR sur l'hygiène, la sécurité, la santé au travail et la protection de l'environnement du 19 mai 2014.

**ARRÊTE**

**Article 1**
Monsieur Jean-Charles Le Tarnec est chargé de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous son autorité dans l'unité de travail suivante :
Service de santé universitaire

**Article 2**
Au sein de cette unité de travail, il doit appliquer et faire appliquer les règles en matière d'hygiène et de sécurité définies dans la partie 4 Santé et Sécurité au Travail du code du travail et les décrets pris pour son application et prévenir les dangers susceptibles de compromettre la sécurité ou la santé des agents.

**Article 3**
Il doit nommer obligatoirement un ou des agents chargés de l'assister et le conseiller dans la mise en œuvre des règles d'hygiène, de sécurité et d'environnement (Assistant de Prévention).

**Article 4**
Il doit notamment :
• Mettre en œuvre une démarche globale de prévention,
• Dresser l'inventaire et évaluer les risques professionnels au sein de l'unité de travail, les identifier dans le document unique d'évaluation des risques professionnels qui doit être réévalué annuellement,
• Programmer annuellement des actions de prévention pour l'unité de travail.
• S'assurer que les équipements de travail soient installés, entretenus et vérifiés de manière à garantir la sécurité des agents et, le cas échéant, des usagers,
• Améliorer les méthodes et le milieu de travail en adaptant les conditions de travail en fonction de l'aptitude physique des agents,
• Veiller à ce que les locaux soient tenus dans un état constant de propreté et qu'ils présentent les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé des personnes,
Veiller aux bonnes pratiques professionnelles et fait respecter les lois, règlements et consignes en vigueur dans l'établissement,
S'assurer que les consignes de sécurité sont bien établies au sein de l'unité de travail, affichées et communiquées aux personnes concernées. Il assure la traçabilité de cette diffusion,
• Prendre toutes les dispositions pour faire assurer la formation à la sécurité et le suivi médical du personnel,
• Veiller à la bonne tenue et au suivi des remarques portées sur le registre de santé et sécurité de son unité de travail,
• Le cas échéant, veiller à se conformer aux obligations réglementaires fixées par d'autres textes ministériels liées aux activités réalisées dans son unité de travail, telles que celles concernant les installations classées pour la protection de l'environnement, les établissements recevant du public, les

organismes génétiquement modifiés, la gestion des sources de rayonnements ionisants, l'expérimentation animale…

**Article 5**
La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 10 mai 2017.

Le Président,
Jean-Marc OGIER

---

**Arrêté n°2017-278 du 2 mai 2017 relatif à la création d'une régie d'avance temporaire instituée au CRB05-UMS 3462 - Campagne REMMOA « Observatoire PELAGIS » pour des survols aériens Antilles-Guyanne du 1er juillet au 15 novembre 2017. Nom de la Régie : ZWAZO**

**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment les articles R.719-51 à R.719-52, R.719-79 à R.719-85 et l'article R.719-84,
Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
Vu l'arrêté du 19 janvier 1994 modifié portant habilitation des ordonnateurs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des directeurs d'établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès de ces établissements,
Vu l'arrêté du 4 juin 1996 modifié par arrêté du 28 janvier 2002, relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances,
Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispenses de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Une régie d'avance temporaire est instituée au bénéfice du **CRB05 – UMS 3462 -** Observatoire **PELAGIS** Avenue Michel Crépeau 17042 La Rochelle Cedex. Cette régie temporaire sera installée **du 1er juillet au 15 novembre 2017** aux Antilles-Guyanne avec pour objet le paiement des dépenses engagées dans le cadre de la campagne de survols aériens REMMOA. Cette régie se nomme **ZWAZO**.

**Article 2 :**

Cette régie doit permettre le paiement des dépenses suivantes :

- frais de déplacement des équipes (billets d'avion, transfert, supplément bagages pour matériel et frais de douane ;

- frais de transport des équipes entre hébergement et aéroports (taxi, location véhicule, essence, parking, péages et taxes) ;

- frais de communication (achat téléphone mobile + carte sim (opérateur local), crédit téléphone, connexion internet ;

- frais d'hébergement, de restauration des équipes et blanchisserie ;

- autres frais éventuels : pharmacie, fournitures administratives, reproduction, petits matériels divers, design du logo de la mission par artiste local et T-shirt.

**Article 3 :**

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à **25 000,00 € par mois** (vingt cinq mille euros) qui s'effectuera par virement sur un compte au Trésor ouvert par l'Agent Comptable de l'Université de La Rochelle au nom du Régisseur. Les dépenses peuvent être faites en numéraire, chèque, virement ou carte bancaire.

Le montant maximal des dépenses de matériel et de fonctionnement susceptibles d'être payées par l'intermédiaire de cette régie sera fixé suivant le contrat et modalités d'ouverture du compte au trésor.

**Article 4 :**

Le régisseur doit remettre à l'agent comptable la totalité des pièces justificatives des dépenses payées **dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de fin de la Régie.**

**Article 5 :**

Le régisseur est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**Article 6 :**

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**Article 7 :**

Le régisseur est autorisé à détenir un compte de dépôt de fonds ouvert au Trésor.

**Article 8 :**

Le régisseur engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour les opérations effectuées dans le cadre de la Régie.

**Article 9 :**

Le régisseur sera nommé par le président de l'université avec l'agrément de l'agent comptable.

**Article 10 :**

L'agent comptable de l'université est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué au recteur d'académie et au trésorier payeur général.

**Article 11 :**

La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 2 mai 2017

Le Président,
Jean-Marc OGIER

**Arrêté n° 2017-279 du 2 mai 2017 relatif à la nomination d'un régisseur d'une régie d'avance temporaire au CRB05-UMS 3462 Campagne REMMOA « Observatoire PELAGIS » pour des survols aériens Antilles-Guyanne du 01/07 au 15/11/2017.Nom de la régie : ZWAZO**

**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment les articles R.719-51 à R.719-52, R.719-79 à R.719-85 et l'article R.719-84,
Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
Vu l'arrêté du 23 décembre 1992, modifié par arrêté du 5 février 2015, relatif aux conditions dans lesquelles les Directeurs d'Établissements Public Nationaux peuvent instituer des régies d'avance et des régies de recettes,
Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
Vu l'arrêté du 19 janvier 1994 modifié portant habilitation des ordonnateurs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des directeurs d'établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès de ces établissements,
Vu l'arrêté du 4 juin 1996 modifié par arrêté du 28 janvier 2002, relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avance,
Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispenses de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,
Vu l'instruction n° 05-042-M9-R du 30 septembre 2005 relative aux régies de recettes et d'avances des Établissements Publics Nationaux et des Établissements Publics locaux d'enseignement,
Vu l'arrêté n°2017-278 du CRB0805-UMS 3462 en date du 2 mai 2017 instituant une régie d'avance temporaire auprès de l'université de La Rochelle,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Monsieur Ghislain DOREMUS est nommé régisseur titulaire de la régie d'avance temporaire avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**Article 2 :**

Mme Sophie **LARAN** est nommée régisseuse suppléante de M. Ghislain DOREMUS.

La suppléance s'exerce en cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel du régisseur titulaire, et après avoir établi un procès-verbal de reconnaissance de situation de la régie, daté et signé contradictoirement, de manière à éliminer éventuellement le partage de responsabilité.

**Article 3 :**

M. DOREMUS et Mme LARAN disposeront d'un montant de 25 000,00 € par mois (vingt cinq mille euros).

**Article 4 :**

Le régisseur titulaire et la régisseuse suppléante sont astreints à constituer un cautionnement.

**Article 5 :**

Le régisseur titulaire et la régisseuse suppléante  percevront une d'indemnité de responsabilité.

**Article 6 :**

Le régisseur titulaire et la régisseuse suppléante sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par l'agent comptable, du maniement des fonds et des mouvements du compte de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont effectués.

**Article 7 :**

Le régisseur titulaire et la régisseuse suppléante **ne doivent pas payer de dépenses relatives à des charges autres** que celles énoncées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau code pénal.

**Article 8 :**

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 2 mai 2017